

\$927,000. Supérieur aux \$850,000 de l'an dernier, ce chiffre, toutefois, reste bien en deçà de l'objectif de \$1,500,000 nécessaire à l'Agence pour réaliser entièrement son programme d'assistance technique de 1960.

Les États-Unis ont promis de verser au fonds général un montant du même ordre que celui de l'an dernier, soit \$500,000, et de doubler, jusqu'à concurrence de \$250,000, tout montant souscrit une fois atteint le million de dollars. Signe encourageant, plusieurs des petits contributeurs ont augmenté leur contribution. D'autre part, l'URSS n'a fait aucune promesse, son représentant se bornant à déclarer que l'URSS envisagerait de verser une contribution une fois mis en usage l'équipement valant 500,000 roubles offert par son pays. Le Canada a promis de verser en 1960 une somme égale à celle de 1959, soit \$50,000, et il a promis de verser en outre, si les autres Etats membres font des contributions d'une ampleur suffisante, un second montant de \$25,000.

#### Autres affaires

Parmi les nombreuses résolutions adoptées par la Conférence, deux se détachent particulièrement. L'une a trait à l'aide aux pays peu développés désireux d'entreprendre un programme national d'énergie nucléaire. En conformité d'une résolution de la deuxième session de la Conférence, le Conseil des gouverneurs a présenté un rapport sur les progrès de l'étude des besoins des pays peu développés, sur la mise en route d'études relatives à la technologie des petits et des moyens réacteurs de puissance et sur l'aide aux pays peu développés désireux de mettre en œuvre des programmes de formation technique. Le vif intérêt porté à ce sujet par les pays peu développés a donné lieu à l'adoption par la Conférence d'une nouvelle résolution invitant notamment le Conseil des gouverneurs à hâter l'exécution du programme énoncé dans la première résolution et le priant de présenter chaque année un rapport sur les progrès accomplis.

L'autre résolution, qui a précipité un long débat de caractère politique marqué, a été présentée à la suite d'une motion de la Tchécoslovaquie concernant les essais nucléaires. De l'avis de la majorité des délégués, il s'agissait là d'une question relevant plutôt d'organes des Nations Unies ou d'autres organismes internationaux que d'une institution essentiellement technique comme l'Agence internationale de l'énergie atomique. Malgré une forte opposition des délégations du bloc soviétique, la Conférence a adopté à une forte majorité une proposition de la Suède en vertu de laquelle aucune suite ne devait être donnée à la résolution tchèque, la question des essais nucléaires et du désarmement étant déjà examinée par d'autres organismes internationaux, plus compétents.

Il convient de parler ici de trois faits qui, s'ils étaient extérieurs au cadre même de la session de la Conférence, ont néanmoins contribué aux travaux de celle-ci en mettant en relief d'importants faits nouveaux dans le domaine de l'énergie atomique. Le premier jour de la Conférence, au cours d'un colloque, trois atomistes distingués d'Angleterre, de France et de l'Inde ont présenté des communications et invité leurs auditeurs à les interroger librement. Le succès de cette réunion a été remarquable. D'autre part, une cérémonie a marqué durant la Conférence